Projet de délibération du 17 février 2015 de Mme et MM. Adrien Genecand, Mireille Luiset, Daniel Sormanni, Vincent Schaller et Jacques Pagan: «La France n'est pas un exemple: il est exclu d'augmenter les taxes pour combler la perte d'impôt sur les personnes physiques».

(renvoyé directement à la commission des finances par le Conseil municipal lors de la séance du 17 mars 2015)

PROJET DE DÉLIBÉRATION

Exposé des motifs

Ce projet de délibération vise à réaffirmer l'opposition des soussignés quant à la décision du Conseil administratif de la Ville de Genève de vouloir appliquer pleinement les augmentations de taxes potentielles contenues dans le nouveau règlement de la loi régissant le domaine public.

La hausse vertigineuse et subite des taxes mentionnées – liées à une absence de décision et d'indexation pendant plus de vingt ans par l'Etat – ne saurait être imputable aux commerçants.

Cette augmentation de charges conduira irrémédiablement les entreprises concernées à rechercher des pistes d'économies possibles: diminution de la surface des étals extérieurs et des terrasses, réduction du personnel attaché à l'exploitation desdits lieux de vente, modification complète de l'offre (attention à l'attrait du système self-service!), augmentation des prix et licenciement de personnel.

Toutes ces mesures seront évidemment contre-productives pour les finances publiques puisqu'elles aboutiront toutes à une diminution soit de l'impôt sur les personnes morales (chiffre d'affaires plus faible), soit de l'impôt sur les personnes physiques (moins de salaires versés à la suite de la diminution du personnel).

Les axes de réflexion pour limiter les coûts ne sont pas légion, car certaines charges ne peuvent tout simplement pas être revues à la baisse: loyer, électricité, salaires selon la convention collective de travail étendue, charges sociales, tout type de taxe inhérente à l'exploitation d'un commerce, etc.

Les conditions-cadres économiques doivent pouvoir être adaptées afin de répondre aux événements, et ce de manière pondérée et proportionnelle à ceux-ci.

A ce titre, l'abandon du taux de change plancher de l'euro par la Banque nationale suisse est le nouvel élément extraordinaire et prépondérant qui détériore encore plus le climat de consommation et la rentabilité des entreprises.

Il faut donner aux entreprises, notamment aux petites et moyennes entreprises (PME), qui constituent la majorité du tissu économique genevois, une chance de poursuivre leurs activités.

Afin de ne pas détériorer encore plus les conditions-cadres pour les PME actives dans la construction, le commerce de détail et la restauration, nous demandons, comme ce fut déjà le cas dans le cadre du budget, que le Conseil administratif renonce à facturer aux entreprises l'augmentation de la taxe sur le domaine public, qu'il a pourtant déjà incluse dans son budget 2015.

LE CONSEIL MUNICIPAL,

vu l'article 30, alinéa 2, de la loi sur l'administration des communes du 13 avril 1984;
sur proposition de plusieurs de ses membres,

décide:

Article premier. – Les recettes supplémentaires de 6 050 876 francs budgétées par la Ville et liées à l'utilisation du domaine public sont annulées (politique publique 10, groupe de comptes 427).

Art. 2. – Les factures sont envoyées avant la fin du premier trimestre.